

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De artikelen 10, 16, 1^o, 17 en 18 van dit besluit treden slechts in werking op 1 september 2008.

Art. 26. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur*

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Les articles 10, 16, 1^o, 17 et 18 du présent arrêté n'entrent en vigueur que le 1^{er} septembre 2008.

Art. 26. Notre Ministre de la Santé publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 2008.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2264

[2008/202431]

12 JUNI 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 10, 14, 15, 24 et 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, modifié par les arrêtés du 20 novembre 2003 et du 14 juin 2007;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 29 mai 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2008;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de revoir sans délai la réglementation relative aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées particulièrement en ce qui concerne le montant de la dotation du Fonds de sécurité d'existence, le nombre de personnes handicapées subsidiées, le nombre de places en section d'accueil et de formation et le nombre de dispositifs de maintien;

Considérant que ces adaptations de la réglementation permettent ainsi la mise en œuvre de l'accord tripartite pour le secteur non marchand privé 2007-2009;

Considérant qu'il y a lieu que ces dispositions produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2008;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 2002 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 novembre 2003 et 14 juin 2007, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

"Le nombre global de personnes handicapées subsidiées dans le cadre du présent chapitre ne peut excéder, pour l'ensemble des entreprises de travail adapté et par exercice civil :

1^o à partir du 1^{er} janvier 2008, 6286 personnes réparties comme suit :

- section 1^{re} : 5636 personnes handicapées, dont 300 embauchées au plus tôt à la date du 1^{er} janvier 2007, engagées dans les liens d'un contrat de travail ou bénéficiant des dispositions visant la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi, à l'exception des personnes handicapées qui ont le statut de chômeur indemnisé considéré comme difficile à placer, mises au travail en entreprises de travail adapté en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

- section 2 : 150 personnes handicapées engagées dans les liens d'un contrat de travail, dont 50 ont été engagées au plus tôt le 1^{er} janvier 2003 et 100 au plus tôt le 1^{er} janvier 2007, et dont le pourcentage de perte de rendement est supérieur ou égal à 70 %;

- section 3 : 500 personnes handicapées bénéficiant des dispositions visant la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi;

2° à partir du 1^{er} janvier 2009, 6334 personnes réparties comme suit :

- section 1^{re} : 5684 personnes handicapées, dont 300 embauchées au plus tôt à la date du 1^{er} janvier 2007, engagées dans les liens d'un contrat de travail ou bénéficiant des dispositions visant la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi, à l'exception des personnes handicapées qui ont le statut de chômeur indemnisé considéré comme difficile à placer, mises au travail en entreprises de travail adapté en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

- section 2 : 150 personnes handicapées engagées dans les liens d'un contrat de travail, dont 50 ont été engagées au plus tôt le 1^{er} janvier 2003 et 100 au plus tôt le 1^{er} janvier 2007 et dont le pourcentage de perte de rendement est supérieur ou égal à 70 %;

- section 3 : 500 personnes handicapées bénéficiant des dispositions visant la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi."

Art. 3. A l'article 26, alinéa 3, du même arrêté, le nombre "100" est remplacé par le nombre "120".

Art. 4. A l'article 34 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- à l'alinéa 1^{er}, le nombre "100" est remplacé par le nombre "160";

- à l'alinéa 2, le nombre "5" est remplacé par le nombre "7".

Art. 5. Un article 45^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 45^{ter}. Un montant annuel de 660.140,99 euros en 2008 et de 1.315.141,78 euros à partir de 2009 est affecté au Fonds de sécurité d'existence pour l'octroi, dans les entreprises de travail adapté, de jours de congés annuels supplémentaires dans les limites de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009. Ces montants sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 108,34 (base 2004 = 100)."

Art. 6. Un article 45^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 45^{quater}. Les montants suivants sont affectés au Fonds de sécurité d'existence pour l'alignement de la prime syndicale sur le montant de la prime syndicale "Fonction publique" :

- en 2008 : 303.200 euros;

- à partir de 2009 : 151.600 euros.

Ces montants ne sont pas indexés."

Art. 7. Un article 45^{quinquies}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Art. 45^{quinquies}. Les montants suivants sont affectés au Fonds de sécurité d'existence pour faire face à l'augmentation des dépenses dudit Fonds induite par l'évolution du nombre de prépensionnés et de primes syndicales.

- en 2008 : 634.000 euros;

- à partir de 2009 : 317.000 euros.

Ces montants sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public et sont liés à l'indice pivot 108,34 (base 2004 = 100)."

Art. 8. Aux articles 46 et 47 du même arrêté, les mots "des subventions visées aux articles 45 et 45^{bis}" sont remplacés par les mots "des subventions visées aux articles 45 à 45^{quinquies}".

Art. 9. L'article 50 du même arrêté est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Art. 11. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juin 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2264

[2008/202431]

12 JUNI 2008. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 10, 14, 15, 24 en 26;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk, gewijzigd bij de besluiten van 20 november 2003 en 14 juni 2007;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 29 mei 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 juni 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2008;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de regelgeving betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk zo spoedig mogelijk herzien moeten worden, meer bepaald wat betreft het bedrag van de dotatie van het Fonds voor bestaanszekerheid, het aantal gehandicapte personen die gesubsidieerd worden, het aantal plaatsen in een opvang- en vormingsafdeling en het aantal behoudsstelsels;

Overwegende dat deze aanpassingen van de regelgeving de tenuitvoerlegging van de driedelige overeenkomst voor de privé non-profit sector 2007-2009 mogelijk maken;

Overwegende dat deze bepalingen op 1 januari 2008 uitwerking moeten hebben;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 november 2003 en 14 juni 2007, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"Het totaal aantal gehandicapte personen gesubsidieerd overeenkomstig dit hoofdstuk mag voor het geheel van de bedrijven voor aangepast werk en per kalenderjaar niet hoger zijn dan :

1° vanaf 1 januari 2008, 6 286 personen, verdeeld als volgt :

- afdeling 1 : 5 636 gehandicapte personen, onder wie 300 aangeworven ten vroegste op 1 januari 2007, die tewerkgesteld zijn op grond van een arbeidsovereenkomst of die onder de bepalingen betreffende de wederinschakeling van werkzoekenden vallen, met uitzondering van de gehandicapte personen met het statuut van als moeilijk te plaatsen bezoldigde werkloze die tewerkgesteld zijn in bedrijven voor aangepast werk krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

- afdeling 2 : 150 gehandicapte personen in dienst genomen op grond van een arbeidsovereenkomst, onder wie 50 ten vroegste op 1 januari 2003 en 100 ten vroegste op 1 januari 2007 in dienst zijn genomen, en van wie het rendementsverlies gelijk is aan 70 % of meer;

- afdeling 3 : 500 gehandicapte personen op wie de bepalingen betreffende de wederinschakeling van werkzoekenden toepasselijk zijn;

2° vanaf 1 januari 2009, 6 334 personen, verdeeld als volgt :

- afdeling 1 : 5 684 gehandicapte personen, onder wie 300 aangeworven ten vroegste op 1 januari 2007, die tewerkgesteld zijn op grond van een arbeidsovereenkomst of die onder de bepalingen betreffende de wederinschakeling van werkzoekenden vallen, met uitzondering van de gehandicapte personen met het statuut van als moeilijk te plaatsen bezoldigde werkloze die tewerkgesteld zijn in bedrijven voor aangepast werk krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

- afdeling 2 : 150 gehandicapte personen in dienst genomen op grond van een arbeidsovereenkomst, onder wie 50 ten vroegste op 1 januari 2003 en 100 ten vroegste op 1 januari 2007 in dienst zijn genomen, en van wie het rendementsverlies gelijk is aan 70 % of meer;

- afdeling 3 : 500 gehandicapte personen op wie de bepalingen betreffende de wederinschakeling van werkzoekenden toepasselijk zijn."

Art. 3. In artikel 26, derde lid, van hetzelfde besluit wordt het getal "100" vervangen door het getal "120".

Art. 4. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- in het eerste lid wordt het getal "100" vervangen door het getal "160";

- in het tweede lid wordt het getal "5" vervangen door het getal "7".

Art. 5. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 45^{ter}, luidend als volgt :

Art. 45^{ter}. Er wordt een jaarlijks bedrag van 660.140,99 euro in 2008 en van 1.315.141,78 euro vanaf 2009 voor het Fonds voor bestaanszekerheid uitgetrokken voor de toekenning in de bedrijven voor aangepast werk van bijkomende jaarlijkse verlofdagen binnen de perken van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profit sector 2007-2009. Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden aan de spilindex 108,34 (basis 2004 = 100) gekoppeld."

Art. 6. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 45^{quater}, luidend als volgt :

"Art. 45^{quater}. De volgende bedragen worden voor het Fonds voor bestaanszekerheid uitgetrokken met het oog op de gelijkschakeling van de vakbondspremie met het bedrag van de vakbondspremie "Openbaar ambt";

- in 2008 : 303.200 euro;

- vanaf 2009 : 151.600 euro.

Deze bedragen worden niet geïndexeerd."

Art. 7. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 45^{quinquies}, luidend als volgt :

"Art. 45^{quinquies}. De volgende bedragen worden voor het Fonds voor bestaanszekerheid uitgetrokken om de verhoging van de uitgaven van dit Fonds die te wijten zijn aan de evolutie van het aantal bruggepensioneerden en vakbondspremies, te kunnen betalen.

- in 2008 : 634.000 euro;

- vanaf 2009 : 317.000 euro.

Deze bedragen worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende de inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld. Ze worden aan de spilindex 108,34 (basis 2004 = 100) gekoppeld."

Art. 8. In de artikelen 46 en 47 van hetzelfde besluit worden de woorden "de in de artikelen 45 en 45^{bis} bedoelde toelagen" vervangen door de woorden "de in de artikelen 45 tot 45^{quinquies} bedoelde toelagen".

Art. 9. Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2008.

Art. 11. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juni 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT